

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
29e séance
tenue le
mardi 21 novembre 1995
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 29e SÉANCE

Président : M. VILCHEZ ASHER (Nicaragua)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 149 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ACTIVITÉS
DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/50/SR.29
29 novembre 1995

ORIGINAL : FRANÇAIS

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 149 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ACTIVITÉS DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE (A/50/459 et Add.1; A/49/449, A/49/891, A/49/892 et A/49/959)

1. M. PASCHKE (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), notant les nombreuses innovations introduites lors de la création du nouveau Bureau des services de contrôle interne, dit que la présente séance est aussi une première : la Commission dresse un bilan détaillé des travaux effectués par le Bureau et examine les rapports qu'il a adressés à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Secrétaire général ainsi que son premier rapport récapitulatif. Les rapports présentés au cours des 12 derniers mois ont été établis par les quatre groupes qui constituent le Bureau des services de contrôle interne : trois par la Division de l'audit et des conseils de gestion, deux par le Groupe central d'évaluation, trois par le Groupe central de contrôle et d'inspection et un par le Groupe d'investigation. Ils reflètent les différents types de contrôle exercés par le Bureau (audits, évaluations approfondies, inspections et investigations) et, partant, diffèrent par leur approche, leur longueur, la nature des recommandations et sur d'autres points. Ils ont cependant un trait commun (à l'exception des rapports d'enquête pour lesquels on procède autrement) : avant d'être couchées sur le papier, les conclusions et recommandations font toujours l'objet d'une discussion approfondie avec les responsables des unités administratives concernées. Les rapports ne sont pas des jugements prononcés par une autorité extérieure mais le fruit d'un dialogue. Cela ne signifie pas que les "clients" sont toujours d'accord avec le Bureau ou qu'ils acceptent avec enthousiasme les critiques formulées à leur endroit. Le contraire serait d'ailleurs surprenant.

2. À l'heure actuelle, les vérificateurs, inspecteurs et évaluateurs se heurtent très souvent à des réticences, à des appréhensions et au sentiment que le Bureau des services de contrôle interne réduit le temps dont on dispose pour les activités de fond. Les rapports entre le Bureau et ses clients seront toujours conflictuels dans une certaine mesure, mais ces tensions peuvent certainement être canalisées de manière à obtenir des résultats positifs pour l'Organisation. Il convient de souligner à cet égard que les départements prennent un temps considérable pour réagir aux projets de rapports établis par le Bureau. Il faudra insister davantage sur la nécessité de respecter les dates limites à l'avenir, compte tenu des contraintes liées à la procédure de présentation des rapports définitifs à l'Assemblée générale. Au temps que le Bureau consacre à l'examen des conclusions et des recommandations avec ses clients, viennent s'ajouter des délais de cinq à six semaines pour le traitement de la documentation. Il arrive de ce fait que la situation décrite dans les rapports ait déjà changé au moment où ceux-ci parviennent aux délégations.

3. Le Secrétaire général adjoint sait que deux rapports établis par le Bureau ont apparemment donné lieu à des fuites. Il le déplore et tient à affirmer très nettement que le Bureau ne communique jamais le texte d'un rapport à des personnes non habilitées ou aux médias avant de les soumettre à l'Assemblée générale.

/...

4. Le rapport A/50/459 essaie de résumer les travaux réalisés par le Bureau des services de contrôle interne au cours de la période de sept mois et demi qui s'est écoulée depuis sa création. Il fait ressortir essentiellement le rôle important du Bureau dans la nouvelle philosophie adoptée par l'ONU en matière de gestion. Il est devenu une entité indispensable, son existence et ses travaux confèrent à l'Organisation un sens de la responsabilité et indiquent qu'elle a des comptes à rendre. Ses conclusions illustrent la nécessité d'un mécanisme de contrôle permanent et effectif, ses recommandations aideront l'Organisation à mieux servir les États Membres. Le rapport définit clairement les deux rôles distincts que le Bureau des services de contrôle interne doit jouer : promouvoir une meilleure gestion dans l'ensemble de l'Organisation et prévenir la corruption, le gaspillage, la fraude et les erreurs de gestion. Il recense également des domaines prioritaires pour le contrôle exercé par le Bureau, des domaines où des sommes considérables sont en jeu et où, du fait de leur nature ou du contexte où elles se situent, les activités de l'ONU peuvent être considérées comme particulièrement risquées : les missions de maintien de la paix, les activités humanitaires et les opérations d'achat. Il va de soi que ces priorités pourraient changer dans les années à venir mais, quatre mois et demi après la fin de la période couverte par le rapport, elles continuent d'être importantes dans le cadre des efforts déployés.

5. Le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne exprime ses remerciements aux États Membres qui ont appuyé et continuent d'appuyer les travaux du Bureau en détachant temporairement des administrateurs à titre gracieux. Il tient à indiquer clairement qu'il souscrit pleinement au principe de l'équilibre géographique dans ses décisions relatives au personnel, tout comme à un autre principe qui est crucial pour le contrôle interne : celui du professionnalisme. En ce qui concerne le personnel temporaire, le Secrétaire général adjoint est heureux de signaler qu'un gouvernement lui a donné les moyens de s'assurer pour une période d'un an environ les services d'un vérificateur venant d'un pays du tiers monde qui n'aurait pas pu mettre gratuitement cette personne à la disposition du Bureau. Le Bureau a ainsi démontré son attachement au principe de la répartition géographique équilibrée, y compris dans un domaine où il ne s'applique peut-être pas nécessairement.

6. En conclusion, le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne dit qu'il se fera un plaisir de renseigner la Cinquième Commission trois ou quatre fois par an sur les travaux du Bureau, de manière informelle.

7. M. BOUAYAD-AGHA (Président du Corps commun d'inspection) présente les observations du Corps commun d'inspection sur les rapports finals du Bureau des services de contrôle interne (A/50/459/Add.1). Le chapitre I contient les observations relatives aux rapports que l'Assemblée générale devait examiner à sa quarante-neuvième session mais qui ont été reportés à la cinquantième session. Deux d'entre eux – le rapport final sur l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage (E/AC.51/1995/2 et Corr.1 et 2) et l'évaluation approfondie du programme sur l'environnement (E/AC.51/1995/3 et Corr.1) – ont été examinés par le Comité du programme et de la coordination, qui a adopté des recommandations à leur sujet; ces recommandations figurent dans le rapport du Comité sur les travaux de sa trente-cinquième session (A/50/16). Les trois autres rapports ont trait aux programmes et aux pratiques administratives des secrétariats des commissions

/...

régionales pour l'Afrique, l'Asie occidentale et l'Europe (A/59/891), au programme et aux pratiques administratives du Centre pour les droits de l'homme (A/49/892) et à l'étude de la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix (A/49/959). Au chapitre II, le Corps commun présente ses observations a posteriori sur les quatre (et non trois, comme il est indiqué au paragraphe 41 du rapport A/50/459/Add.1) rapports déjà présentés et auxquels l'Assemblée générale a donné suite à sa quarante-neuvième session.

8. Le CCI tient à faire observer, en ce qui concerne un certain nombre de rapports du Bureau des services de contrôle interne, en particulier ceux qui ont trait à certaines enquêtes et inspections déterminées, qu'il n'a pas pu présenter d'observations ou que la portée de ses observations reste nécessairement limitée, car il n'a pas eu accès aux documents originaux. Il a exprimé l'espoir que le problème pourrait être résolu et a l'intention d'établir la coordination nécessaire avec le Bureau.

9. Le Corps commun attire l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que ses observations relatives aux rapports du Bureau des services de contrôle interne ne sont présentées qu'au titre du point 149 de l'ordre du jour, alors que les rapports du Bureau sont aussi examinés au titre d'autres points pertinents de l'ordre du jour. Il considère qu'il serait utile de procéder de la même manière pour ses observations. Enfin, il tient à mettre l'accent sur la coordination et la coopération excellentes qui existent entre le Corps commun d'inspection en tant qu'organe de contrôle externe fonctionnant à l'échelle du système et le nouveau Bureau des services de contrôle interne, qui opère au sein de l'Organisation. Le CCI compte renforcer cette coopération en vue d'assurer une meilleure interaction entre les fonctions exercées par les deux organes.

10. Le Corps commun d'inspection constate avec satisfaction que, après sept mois et demi d'activité, le Bureau répond d'ores et déjà en grande partie aux attentes des États Membres. Malgré les moyens modestes dont il dispose et les difficultés auxquelles il doit faire face, en menant par exemple des investigations dans des secteurs traditionnellement hermétiques, il a remporté des succès et affiche un bilan positif.

La séance est levée à 10 h 40.